

DE BUENOS AIRES



N°38 – Brèves bimensuelles du Cône Sud

Du 8 au 28 décembre 2023

Zoom – Javier Milei sort la tronçonneuse

Javier Milei, le président argentin, a annoncé le 20 décembre une dérégulation massive de l'économie par le biais du Décret de Nécessité et d'Urgence (DNU) contenant plus de 300 réformes. D'une part, sur la libéralisation du commerce, ce DNU renforce la liberté contractuelle en la laissant à la seule main des acteurs économiques. Il abroge également la loi sur la location immobilière qui encadrait les augmentations de loyers. Enfin, il autorise la fixation des prix dans les contrats en monnaies étrangères, en ligne avec le plan de dollarisation de l'économie. Par ailleurs; le DNU abroge une série de lois qui permettaient de mettre en œuvre le contrôle des prix en Argentine. Il abroge également la préférence nationale donnée aux entreprises argentines pour les marchés publics. Les lois sur la promotion commerciale et industrielle en zone franche (qui encourageaient le développement de l'industrie nationale par le biais d'incitations fiscales et financières)

sont abrogées et les échanges commerciaux facilités en supprimant les registres sur les importations et les exportations. D'autre part, à travers ce DNU, Javier Milei libéralise un ensemble de secteurs réglementés. Au cœur de ses discours de campagne, la privatisation des entreprises publiques figure parmi les réformes clés du DNU, qui abroge la réglementation empêchant leur privatisation et transforme l'ensemble des entreprises publiques en sociétés anonymes. De même, le DNU permet la privatisation de la compagnie aérienne Aerolineas Argentinas en ouvrant le transfert de l'ensemble de ses actions à ses salariés. Une mesure « open sky » permettra aux compagnies aériennes étrangères d'opérer librement dans le pays. Dans la même veine, la loi foncière est abrogée ce qui ouvrira aux investisseurs étrangers l'accès aux terres argentines. La loi sur la gestion des incendies qui interdisait la vente de terrains incendiés est abrogée ce qui pourrait faciliter la déforestation. Les services internet sont dérégulés pour permettre à des entreprises telles que Starlink d'opérer dans le pays, comme le secteur du tourisme. Enfin, il autorise les institutions sportives à devenir des sociétés anonymes. Dans le secteur de la santé, le cadre réglementaire des couvertures médicales privées est modifié et ouvert. Le DNU libéralise les prix des médicaments et facilite la vente des médicaments génériques. Il modifie également le régime de l'industrie pharmaceutique pour favoriser la concurrence et réduire les coûts. Enfin, le DNU permet une simplification de nombreuses procédures et une réforme du droit du travail. Ainsi, pour réduire la bureaucratie et lutter contre la corruption, le DNU réforme le code douanier et digitalise les procédures comme pour les ordonnances médicales ou l'immatriculation des véhicules. Enfin, la réglementation est simplifiée dans de nombreux secteurs (sucre, vitivinicole, maté, mines), sans cependant toucher au cadre de leur organisation. Le droit du travail est également affecté avec notamment la réduction des amendes en cas de licenciement et l'extension des périodes d'essai (8 mois contre 3 mois). Par ailleurs, le droit de grève est beaucoup plus encadré avec notamment des interdictions de blocages ou l'obligation de maintenir 75% de l'activité dans les secteurs essentiels. Ce DNU a été suivi par la présentation au Parlement le 28 décembre d'une loi « omnibus » de 664 articles touchant à tous les secteurs et comportant notamment un paquet fiscal, une modification du calcul des retraites ou encore la privatisation de 41 entreprises publiques.

LE CHIFFRE
À RETENIR

300

Nombre de réformes
dans le DNU

Principaux indicateurs macroéconomiques

		Argentine	Chili	Paraguay	Uruguay
Derniers chiffres annuels					
Croissance du PIB réel	2021	10,4%	11,7%	4,2%	4,4%
Inflation (fin de période)	2022	94,8%	12,8%	8,1%	8,3%
Solde budgétaire (% du PIB)	2021	-4,3%	-7,7%	-3,7%	-4,2%
Dette publique (% du PIB)	2021	80,9%	36,3%	33,8%	73,3%
Solde courant (% du PIB)	2021	1,4%	-6,7%	0,8%	-1,8%
Dette extérieure (% du PIB)	2021	58,3%	84,4%	49,9%	77,1%
Prévisions et anticipations					
Croissance du PIB réel - FMI	2022	4,6%	2,1%	0,2%	5,3%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2022	5,3%	2,5%	0,2%	5,4%
Croissance du PIB réel - FMI	2023	2,0%	-1,3%	4,5%	3,6%
Croissance du PIB réel - Agents économiques	2023	0,5%	-1,5%	4,5%	2,5%
Inflation (fin de période) - Agents économiques	2023	98,4%	5,0%	5,0%	7,1%
Pour mémoire					
PIB nominal (Mds USD)	2021	486,7	316,8	38,8	59,3
Population (millions)	2021	47,3	19,8	7,5	3,6

Sources : FMI, Instituts statistiques nationaux, Banques centrales nationales, SER Buenos Aires

Image de la semaine

Le président de l'Argentine, Javier Milei, a annoncé le DNU à la télévision nationale



Source : La Nacion

ARGENTINE

L'administration J.Milei en action

La BCRA a décidé d'abaisser son taux d'intérêt directeur de 33 points pour le porter à 100 %. Ce taux correspond au taux des opérations *Pases Pasivos* à un jour faisant de ces derniers le principal instrument d'absorption de l'excédent monétaire. Ainsi, l'institution a décidé de ne plus émettre de titres *Leliqs* à 28 jours, qui servaient jusqu'à présent à déterminer le taux directeur.

Cette mesure intervient après l'investissement de Javier Milei le 8 décembre et l'annonce de nouvelles mesures économiques et monétaires par le Ministre de l'économie Luis Caputo et la Banque centrale (BCRA). Alors que l'Argentine souffre d'une inflation chronique qui atteindrait près de 200 % en 2023, cette décision des autorités vise à réduire le stock élevé de passifs rémunérés de la BCRA en désarmant progressivement les *Leliqs* de sorte que les banques migrent vers les bons du Trésor et ainsi réduire la dette de la BCRA.

En parallèle, Le ministère de l'Economie a lancé le mercredi 20 décembre un appel d'offres pour des obligations d'Etat en pesos. Alors que près de 3 Mds de pesos étaient demandés, le Trésor a reçu des offres dépassant les 11 Mds USD. 2 des 3 Mds USD sont attribués à une obligation arrivant à échéance le 18 janvier, avec un taux mensuel de 8,66 %. Cette mesure est également en ligne avec l'objectif plus large du président de supprimer les *Leliqs* et assainir le bilan de la Banque centrale.

Du côté de la dette commerciale, la BCRA a lancé dès le 26 décembre des appels d'offre pour des obligations d'Etat « *Bopreal* » (Obligations pour la reconstruction d'une Argentine libre). Trois séries d'obligations sont offertes : la série 1 venant à échéance en 2027 avec un taux d'intérêt annuel de 5 % remboursable en avril et octobre 2027, la série 2 (échéance en 2025) sans intérêts et remboursable en 12 mensualités (de juillet 2024 à juin 2025), et la série 3 (échéance en 2026) assortie d'un taux d'intérêt annuel de 3 % et remboursable en 3 versements trimestriels (novembre 2025, février 2026 et mai 2026). Cette mesure a un double objectif : permettre aux importateurs de rembourser leurs dettes envers leurs fournisseurs étrangers et permettra d'absorber l'excédent monétaire puisque ces instruments pourront être souscrits en pesos argentins mais payés en USD.

CHILI

Le gouvernement lance un appel d'offres pour la fourniture de bus électriques dans la Région Métropolitaine

La Direction des transports publics métropolitains (DTPM) a publié les conditions juridiques et administratives de l'appel d'offres pour le renouvellement de 30 % de la flotte de bus de la capitale qui compte aujourd'hui environ 6 800 bus en service.

Dans le cadre de l'expiration des contrats de fourniture des opérateurs Metbus, Vule et Subus, ce nouvel appel d'offres pour la concession de l'utilisation des voies impliquera l'entrée de 1 200 bus électriques



sur le marché, en plus des 900 e-bus déjà en cours de concession.

La directrice de la DTPM, Paola Tapia, a expliqué que ce processus permettra de renouveler cinq unités de service qui seront réparties sur 121 lignes, dont 15 nouvelles. L'objectif est de renforcer la connexion des communes moins favorisées et dont l'offre de bus est particulièrement réduite. C'est le cas des communes de La Granja, San Miguel, San Ramón, San Joaquín, La Florida et La Pintana.

Le gouvernement estime que le prix des offres devrait être inférieur à 280 000 USD hors TVA et prévoit de disposer d'ici la fin de la mandature du président Boric d'une flotte de bus à 50% électrique soit environ 3 500 bus. L'extension du réseau de bus, l'ajout de nouveaux arrêts et l'augmentation du nombre de bus électriques à coût constant pour les passagers devrait bénéficier à plus 3,5 millions d'habitants de la région métropolitaine de Santiago.

Les avantages sur le plan environnemental et de la santé publique de cet appel d'offre sont majeurs: accélération de la transition énergétique du système de transport urbain; nouveau standard de véhicules contribuant à rendre le réseau plus attractif afin de récupérer des usagers pour se rapprocher des niveaux de fréquentation enregistrés avant la pandémie. Cet AO offre des opportunités aux opérateurs de bus notamment l'entreprise française Transdev et sa filiale locale, RBU Santiago.

Il s'agit d'un projet sur lequel les autorités chiliennes travaillent depuis plusieurs années et qui s'inscrit dans une démarche de mobilité urbaine de la capitale de long terme visant à faire de Santiago la première grande

ville sud-américaine en termes d'électromobilité et la ville avec la plus grande flotte d'autobus électriques au monde en dehors de la Chine.

PARAGUAY

Le FMI prolonge le programme PCI et approuve un financement spécial en faveur du Paraguay

La direction du Fonds monétaire international (FMI) a approuvé la deuxième et dernière revue du programme PCI (Policy Coordination Instrument). Ce programme accordé par le FMI depuis novembre 2022, a permis au pays de s'engager dans un agenda de réformes structurelles pour promouvoir une croissance juste et résiliente. Il repose ainsi sur trois principaux piliers : i) assurer la stabilité et la résilience économique, ii) améliorer la productivité et soutenir la croissance, et iii) améliorer la couverture des programmes sociaux et d'inclusion.

Le FMI estime que la mise en œuvre du programme a été satisfaisante, la plupart des objectifs quantitatifs ayant été atteints dans les délais demandés. Dans le cadre du programme de référence, le Paraguay a augmenté le nombre de contribuables actifs, créé un cadre pour la communication d'informations sur les marchés publics, adopté un plan d'action pour élargir le compte unique du Trésor et commandé un audit des arriérés intérieurs.

Selon le FMI, la croissance économique du Paraguay s'accélère, principalement grâce à la reprise du secteur agricole. L'inflation a atteint un pic en 2022, mais elle est en baisse



depuis lors, grâce à une politique monétaire proactive et toujours stricte, qui a également contribué à ancrer les attentes en matière d'inflation à un niveau proche de l'objectif de la Banque centrale. La situation budgétaire s'est encore améliorée en 2022 grâce à la consolidation des recettes et à la limitation des dépenses, et le déficit budgétaire s'est réduit à 3,0 % du PIB.

En même temps, le FMI a approuvé l'inclusion du Paraguay dans la facilité pour la résilience et la durabilité (SRS). Le Paraguay est le premier pays d'Amérique du Sud à avoir accès à cette facilité. Cet instrument permettra au pays d'accéder à un financement maximal de 302,1 MUSD destiné au développement durable et l'atténuation des effets du changement climatique. Le plan de réformes qui s'étendra sur deux ans serait destiné à des projets visant à améliorer la résilience des investissements publics, à contenir les risques climatiques pour le secteur financier, à développer les énergies renouvelables, à décarboner l'industrie, à préserver les forêts et à améliorer la gestion des déchets.

impacté par la sécheresse, qui a affecté les exportations, notamment agricoles, et en même temps les dépenses, nécessaires pour mettre en place des mesures de soutien aux secteurs affectés, tels que la fourniture de l'énergie et de l'eau.

La Cepal prévoit le maintien du ralentissement de la croissance pour l'Amérique Latine (par rapport à 2022). Selon le rapport, l'Amérique Latine aurait une croissance du PIB de 1,8 % en 2024, tandis que celle de l'Amérique du Sud s'élèverait à 1,4 %. Ces projections reflètent le faible dynamisme de la croissance économique et du commerce international. Les taux d'intérêt élevés des principales puissances contribuent au maintien de cette situation en dépit du fait que les taux d'inflation ont été réduits en termes généraux.

URUGUAY

La Cepal relève sa prévision de croissance pour l'Uruguay

Dans son dernier rapport, la Cepal a augmenté la prévision de croissance du PIB de l'Uruguay de 2,6 % à 3,2 % pour l'année 2024. Ce chiffre place le pays au troisième rang en Amérique Latine, après le Venezuela (4,0 %) et le Paraguay (3,8 %). Pour l'année 2023, les prévisions de croissance seraient de l'ordre de 1,0 %. Le pays a été fortement



La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.tresor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Jean-François Michel,
Chef du Service Économique Régional de Buenos Aires

Rédacteurs : SER de Buenos Aires, SE de Santiago

Pour s'abonner :
Twitter :

ayathassen.bensaid@dgtresor.gouv.fr
@Tresor_ConoSud